



PAR COURRIEL

Le 5 juin 2023

Monsieur Luc Provençal
Président
Commission de la santé et des services sociaux
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, 3^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

**Objet : Lettre de transmission des amendements de l'AGESSS dans le cadre du projet de loi n° 15,
*Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace***

Monsieur le Président,

L'Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux (ci-après Association), qui représente plus de 8000 membres actifs dans le réseau de la santé, a comme vous le savez eu l'occasion de participer, le 19 avril dernier, aux auditions publiques sur le [projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace](#).

Rappelons que l'Association partage un profond désir de contribuer à améliorer le projet de loi pour que celui-ci tienne adéquatement compte de la réalité des gestionnaires de proximité, au plus grand bénéfice des usagers. Nous souhaitons par le fait même faciliter sa mise en œuvre éventuelle pour que cette réforme fort nécessaire se fasse sans écueil.

En ce sens, vous trouverez en pièce jointe de la présente lettre une liste de sept amendements qui viennent concrétiser les orientations et les recommandations détaillées que nous avons présentées dans notre mémoire. Ces amendements abordent les pouvoirs du ministre, les composantes de la gestion de proximité, la création d'un conseil de gestionnaires de proximité ainsi que la structure de gestion des départements cliniques proposée. Ils ont le potentiel, s'ils sont retenus par le gouvernement et les parlementaires, de bonifier de façon notable la proposition législative actuelle.

Nous vous saurions donc gré de bien vouloir déposer la présente correspondance ainsi que les amendements qui y sont joints auprès de la Commission, en ajout de notre mémoire précédemment transmis.



En terminant, Monsieur le Président, nous tenons à réitérer notre entière collaboration dans la mise en œuvre de cette réforme du réseau de la santé et des services sociaux.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La présidente-directrice générale,

Danielle Girard

p. j. Mémoire de l'Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux (AGESSS), présenté à la Commission de la santé et des services sociaux (avril 2023)

Lettre de retour sur la participation de l'AGESSS aux auditions publiques sur le projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* (mai 2023)

Listes d'amendements proposés par l'AGESSS — projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace* (juin 2023)

c. c. M. Christian Dubé, ministre de la Santé

M. André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé

M. Vincent Marissal, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de santé

M. Joël Arseneau, porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de santé, de services sociaux et de soins à domicile

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 26

Insérer, dans le premier alinéa de l'article 26 du projet de loi et après « la présente loi », « et lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent »

Ajouter un 3e alinéa qui se lit ainsi : « Une telle directive doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les cinq jours suivant son émission ou, si elle ne siège pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux. »,

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 26 du projet de loi une modification visant à encadrer les circonstances permettant au ministre d'émettre une directive à Santé Québec, laquelle étant alors tenue de s'y conformer, et ce, dans un souci de favoriser l'indépendance de cette dernière. De même l'amendement proposé vise à assurer un suivi des interventions du ministre auprès de l'Assemblée nationale.

Texte de l'article 26 du projet de loi tel qu'amendé

26. Le ministre peut, outre les pouvoirs que lui confie la présente loi, **et lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent**, émettre une directive à Santé Québec portant sur l'administration, l'organisation, le fonctionnement ou les actions de celle-ci, y compris sur la gestion de ses ressources humaines, matérielles et financières.

Santé Québec est tenue de se conformer à une directive à compter de la date qui y est déterminée.

Une telle directive doit être déposée devant l'Assemblée nationale dans les cinq jours suivant son émission ou, si elle ne siège pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 132

Insérer, dans le deuxième alinéa de l'article 132 du projet de loi et après « situations anormales », « Sauf si des motifs sérieux l'empêchent, cette personne doit avoir le statut de cadre. »

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 132 du projet de loi une modification visant à préciser le statut d'emploi de la personne responsable de site.

Texte de l'article 132 du projet de loi tel qu'amendé

132. Lorsqu'il détermine l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement, le président-directeur général doit favoriser la gestion de proximité.

À cette fin, il doit notamment s'assurer de la désignation, pour chaque installation maintenue par l'établissement, d'au moins une personne responsable de veiller à la bonne marche des activités de l'établissement et à la détection en temps utile des situations anormales. **Sauf si des motifs sérieux l'empêchent, cette personne doit avoir le statut de cadre.** Cette personne doit disposer de l'autorité nécessaire pour remédier avec diligence à une telle situation ou d'un accès libre à la personne disposant d'une telle autorité.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 137

Insérer à la fin de l'article 137 du projet de loi « adjoints ainsi qu'à l'ensemble du personnel d'encadrement à son emploi. »

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 137 du projet de loi une modification visant à élargir l'obligation de Santé Québec d'offrir un programme de formation continue à l'ensemble du personnel d'encadrement.

Texte de l'article 137 du projet de loi tel qu'amendé

137. Santé Québec s'assure d'offrir un programme de formation continue aux présidents-directeurs généraux et, le cas échéant, aux présidents-directeurs généraux adjoints ainsi qu'à l'ensemble du personnel d'encadrement à son emploi.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 137.1

Insérer, après l'article 137 du projet de loi, le suivant :

« 137.1 Un conseil de gestion de proximité est institué pour chaque établissement de Santé Québec.

Le règlement intérieur de Santé Québec prévoit le nombre de membres, les modalités de nomination et les règles de fonctionnement du conseil.

Il peut prévoir d'autres conseils de gestion de proximité, notamment par réseau local de services de santé et de services sociaux. »

Commentaires

Cet amendement vise à appuyer le principe de gestion de proximité et à favoriser la participation de l'ensemble du personnel d'encadrement aux objectifs d'efficacité, de fluidité des services et de qualité des soins du RSSS.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 137.2

Insérer, après l'article 137.1 du projet de loi, le suivant :

« 137.2 La composition du conseil de gestion de proximité doit assurer une représentativité équilibrée du personnel d'encadrement selon les critères suivants :

- 1° le niveau hiérarchique au sein de la structure d'encadrement
- 2° les volets de gouvernance et les champs d'activités de gestion
- 3° le port d'attache

Le président-directeur général ou la personne qu'il désigne est membre d'office de ce conseil. »

Commentaires

Cet amendement vise à préciser la composition du conseil de gestion de proximité, et ce, dans un souci de représentativité à plusieurs niveaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 137.3

Insérer, après l'article 137.2 du projet de loi, le suivant :

« 137.3 Le conseil de gestion de proximité a notamment pour fonctions d'identifier des moyens et de formuler des recommandations visant à :

- 1° identifier et analyser les enjeux vécus par les cadres de proximité
- 2° favoriser le partage des connaissances et des meilleures pratiques de gestion
- 3° améliorer l'efficacité, l'efficience et la fluidité des services à la population
- 4° promouvoir l'innovation dans le déploiement des services à la population. »

Commentaires

Cet amendement vise à préciser le mandat du conseil de gestion de proximité, et ce, dans un souci d'adéquation avec l'objectif du projet de loi.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 187

Retirer, au premier alinéa de l'article 187 du projet de loi « Sous l'autorité immédiate du chef de département clinique ».

Commentaires

Cet amendement apporte à l'article 187 du projet de loi une modification visant à maintenir le principe de cogestion médico-administrative. Dans un objectif de saine gestion, considérant la différence des statuts d'emploi du corps professionnel et du personnel d'encadrement, en tout respect des expertises, connaissances et professions de chacun, et de leurs responsabilités et mandats respectifs, l'absence de subordination est requise.

Texte de l'article 187 du projet de loi tel qu'amendé

187. ~~Sous l'autorité immédiate du chef de département clinique,~~ le chef de service exerce à l'égard du service les mêmes fonctions et pouvoirs que le chef de département clinique exerce à l'égard du département. Il ne peut cependant élaborer de règles contraires à celles élaborées par le chef de département clinique.

Les dispositions applicables au chef de département clinique prévues aux articles 179 à 185 sont, pour le reste, applicables au chef de service, avec les adaptations nécessaires.